

Les antibiotiques, des molécules dangereuses et inutiles...

Ces molécules sont utilisées en très grandes quantités dans les élevages, de porc, de bovins ou de poissons. Elles sont censées assurer une protection des animaux contre des maladies bactériennes et ainsi leur permettre une croissance plus rapide. Ils sont utilisés en préventif et non en curatif, c'est ce qui explique les quantités utilisées. Le problème, c'est que les molécules antibiotiques d'origine naturelle et en nombre restreint – on n'en découvre pas tous les jours, loin s'en faut – voient leurs propriétés antibiotiques disparaître avec les résistances bactériennes. Médicalement parlant, utiliser ces molécules à l'échelle de l'élevage industriel, c'est compromettre gravement les luttes contre les maladies bactériennes : on peut parler de scandale !



Elevage de porcs sur paille dans le Haut-Doubs. Comme pour les humains, la qualité de la nourriture et les conditions de vie des bêtes ont une influence majeure sur la santé. Faire attention à ces 2 éléments permet de se passer bien souvent des antibiotiques.

C'est ce qui explique que l'agriculture durable en refuse l'usage préventif ; dans le même ordre d'idées, depuis 1998, le Danemark – pays bien connu pour ses pratiques agricoles intensives et industrielles – abandonnait l'usage systématique de ces substances dans l'élevage. Le bilan a été mené par l'OMS et le voici : l'utilisation d'antibiotiques a reculé de 54 % et les résistances bactériennes ont, elles aussi, diminué de 60-80 % à 5-35 % suivant les espèces bactériennes. Dans le même temps, les rendements ont très peu diminué, et le surcoût de production

ne dépasse pas 1 % (La Recherche n° 368, octobre 2003, p. 22). Cela se passe de commentaires : il faut d'urgence supprimer ces substances de l'alimentation du bétail et autres espèces élevées.

Ces considérations sont d'autant plus à prendre au sérieux que l'on ne sait toujours pas, et ceci à des termes différents, quels sont ou seront les effets de ces substances sur les écosystèmes naturels et la santé humaine ; que ce soit à l'échelle de l'organisme à celle de populations, il est trop tôt pour se faire une idée sérieuse des risques : rémanence des produits, interactions et synergies possibles, insuffisance des traitements de dépollutions actuels, les problèmes de pollutions par des produits pharmaceutiques, dont les antibiotiques, restent à creuser : tels sont les résultats de 3 grands projets de recherche européens (La Recherche n° 368, octobre 2003, p. 13).

Encore une fois, c'est le principe de précaution qui reste inappliqué et sans doute ici avec des effets à plus ou moins long terme qui seront loin d'être nuls sur la biosphère dont l'espèce humaine fait encore partie...

Gilles Sené

La Voix du Courlis

Bulletin d'information du collectif Saône & Doubs vivants – Sundgau vivant
N° 38 – janvier 2004 Prix : 2 euros



Edito

Canicule, inondations autant de catastrophes climatiques qu'il serait bien sage de prendre en compte comme autant de signes avant-coureurs de perturbations de l'état climatique de notre planète.

2003 aura en effet été la troisième année la plus chaude des cent dernières années et le réchauffement climatique est bien là. Rajoutons à cela l'amplification des pollutions de toutes sortes, la diminution de la biodiversité : la planète naturelle va mal.

Dans le même temps, où que les yeux se portent, et ce, sur les cinq continents, on ne peut que constater l'augmentation de la précarité, la persistance de situations de famine ou de pauvreté, des flux migratoires liés à la misère de plus en plus intenses, des situations de conflits. La planète humaine va très mal.

On peut dire les mêmes choses autrement, en développant l'usage d'indices divers que l'on rassemble sous le terme d'empreinte écologique : actuellement l'humanité consomme 1,2 planète, alors que nous ne pouvons en jouir que d'une et une seule. Et il faut bien comprendre que l'écart entre 1 et 1,2 se traduit automatiquement en pollutions et perturbations diverses, climatiques entre autres, autant de difficultés que nous léguons aux générations futures pour plusieurs décennies ou siècles.

Et comme seule réponse politique, on n'entend que l'hymne à la croissance alors que c'est bien de cette seule recherche que découle tous les malheurs évo-

qués plus haut. Le développement durable reste un développement économique avant tout, à défaut de n'être qu'un outil de communication.

La décroissance soutenable, seule solutions logique, est à imaginer et construire. Et cet effort doit être celui de tous, au quotidien, décideurs comme citoyens ; il devra nous permettre de construire une société riche, diverse et solide au contraire des fragilités que l'on s'obstine à mettre en place aujourd'hui : car si, par exemple, les sinistres d'Arles et des régions voisines sont certes redevables de contraintes climatiques, c'est aussi dans le développement de zones urbaines en zones inondables que leur malheur trouve ses origines. Et là, nous sommes en pleine responsabilité humaine. A l'image de la situation planétaire.

Souhaitons donc que 2004 voit émerger de nouvelles consciences et de véritables volontés pour remettre en cause cet ordre des choses humaines.

Gilles Sené

Sommaire

- P. 1 : l'agriculture de 1860 à la canicule de 2003
- P. 5 : Brèves
- P. 6 : Vive la décroissance conviviale !
- P. 7 : Documentation
- P. 8 : les antibiotiques, des molécules dangereuses et inutiles

L'agriculture de 1860 à la canicule de 2003

L'agriculture productiviste est à l'origine de bien des atteintes aux cours d'eau et milieux humides (engrais, produits phytosanitaires, rectifications de cours d'eau, drainage, etc.). Mais le système agricole occidental actuel est aussi une des causes importantes de la faim dans le monde et participe fortement à l'augmentation de l'effet de serre.

Comment cette activité primordiale pour l'homme en est-elle arrivée là ? La réforme de la politique agricole commune (PAC) européenne de juin inverse-t-elle la tendance ?

En 1860, pour ne pas devoir augmenter les salaires, les milieux industriels ont organisé une baisse des

prix agricoles en organisant des importations de produits alimentaires¹.

Ainsi est apparu un processus d'intervention de puissances financières dans le jeu des économies rurales qui a décimé, et décime encore aujourd'hui dans le monde, les populations de paysans. En somme, 1860 marque le début de la mondialisation libérale, principe économique qui oublie fréquemment deux des trois composantes du développement durable : le Social et l'Environnement.

Cet exode rural a débouché sur les dérives du productivisme agricole actuel qui contribue fortement aux mécanismes de réchauffement du climat mais aussi à la déstabilisation des agricultures des pays du sud.

Pour nous permettre d'agir et de vous informer,

Merci de nous aider

Le collectif Saône & Doubs vivants – Sundgau vivant a besoin de moyens accrus pour protéger les cours d'eau et les milieux humides, pour sensibiliser le public à la démarche de développement durable.

Nom : _____ Prénom : _____

Association(s) éventuelle(s) : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je paie ma cotisation annuelle : 17 euros

(comprenant l'abonnement à La voix du courlis)

Je verse un don pour soutenir les actions du collectif : ___E

Total versé : _____ euros

Adhésion / Abonnements

Adhésion / Abonnements

La Voix du courlis

Bulletin d'information

N° 38 – dépôt légal janv.2004

Directeur de publication : Gilles Sené

ISSN 1249 – 8866

Collectif Saône & Doubs vivants – Sundgau vivant

Maison régionale de l'environnement

15 rue de l'industrie – 25000 Besançon

Tél/fac : 03 81 53 39 46

SDVSV@wanadoo.fr



Publié avec le soutien financier de
la DIREN Franche-Comté

La faim dans le monde

En 2003 dans le monde sur les 800 millions de sous-alimentés, 600 millions sont des petits paysans victimes des importations "dumpées"². Les surplus agricoles des grands pays producteurs, exportés à vil prix sur les marchés du Sud dévalorisent les productions agricoles locales. Les productions dites vivrières perdent ainsi leur pouvoir de monnaie d'échange au sein des communautés. La part restante pour l'alimentation familiale devient alors trop faible³. Notre incapacité à équilibrer ici l'offre à la demande jette sur les routes d'Afrique et d'Asie des millions de petits paysans. Ils passent de la dignité d'une pauvreté générale des zones rurales, relativement acceptée, à la frustration de la misère des bidonvilles. Ces mécanismes étant parfaitement connus, s'est constitué en 2002 la plate-forme française des ONG pour obtenir une réforme de la PAC (Politique agricole commune) à mi-parcours (2003 plutôt que 2006).

L'accord PAC du 26 juin persiste dans ces erreurs

Malgré les pressions de ces plates-formes françaises et européennes, l'accord PAC du 26 juin 2003 à Berlin, n'a pas remis en cause la vocation exportatrice de l'Europe en matière agricole. Les mécanismes si néfastes pour les agricultures des pays en voie de développement ne sont donc pas remis en question. L'habillage écologique des mesures Fischler de la réforme de Berlin masque un abandon progressif des mécanismes de régulation des marchés malgré les souplesses d'application laissées aux Etats membres. D'où des prix de marché qui vont encore chuter en Europe, compensés par de nouvelles courses à la production et des surplus encore moins maîtrisés qui vont s'exporter⁴. S'ensuivent ces prix bas tant souhaités par l'industrie agroalimentaire⁵.

En réalité l'accord PAC de juin 2003 avait surtout pour objet de faire du dossier Agriculture une monnaie d'échange à l'OMC (Organisation mondiale du

commerce) à Cancun pour que les pays riches puissent "faire leurs choux gras" sur les Services. Rap-

La disparition de 150 000 paysans dans les 18 mois ?⁶

C'est le scénario avancé par la Confédération Paysanne si l'accord PAC du 26 juin, s'ajoutant aux effets de la canicule, était appliqué dans sa rigueur.

Il faut probablement pondérer ce scénario et tenir compte des départs naturels à la retraite. Par contre, dans le contexte actuel il est difficile pour un père d'encourager son fils, sa fille ou autre, à prendre sa succession. Les choix se porteront sur l'arrêt de l'exploitation alimentant ainsi une nouvelle fuite en avant à l'agrandissement des plus grandes fermes. Ces fermes dont les études de l'INRA montrent que plus elles sont grandes plus elles polluent, plus elles appauvrissent les sols. Et moins elles sont capables de s'adapter à des pratiques alternatives moins pénalisantes pour l'environnement⁷.

La fuite en avant dans la modification des climats

Avec l'agriculture productiviste, particulièrement dans les monocultures des grandes parcelles (dont fait partie le maïs ensilage), la chasse aux subventions et la course irraisonnée aux rendements élevés ont effacé le sens des responsabilités individuelles et collectives et évacué les règles agronomiques de base. L'absence de vraie rotation des cultures, y compris la mise en repos temporaire, a épuisé gravement les sols de leur humus au point d'en faire des ressources reconnues aujourd'hui non renouvelables à l'échelle humaine. Cet appauvrissement se traduit par un déstockage de l'azote naturel. Appauvrissement compensé par des apports d'engrais de synthèse dont la seule fabrication représente de 55 à 65 % de l'énergie fossile totale nécessaire à la production d'une tonne de blé ou de maïs fourrage (Analyse des Cycles de Vie -ACV)⁸. L'agriculture est la cause du cinquième des émissions de gaz à effet de serre en France.

Manquent à ce bilan les transports liés à la spécialisation de l'agriculture productiviste qui met les camions sur les routes de l'est à l'ouest, du nord au sud.

Dans les pays en voie de développement, les économies rurales, caractérisées par des échanges de proximité et des modes de vie rustiques peu dommageables à l'environnement, se vident pour grossir la misère des ceintures urbaines, accélérant les processus d'épuisement des ressources non renouvelables et alimentant les émissions de gaz à effet de serre.

Trois tracteurs pour l'ensilage d'herbe dans la Loire (42)



Mémento de l'eau en Bourgogne



La directive cadre européenne sur l'eau (DCE) publiée le 22 décembre 2000 donne comme objectifs aux Etats membres l'atteinte du bon état global de la ressource en eau d'ici 2015. La transcription en droit français et l'application de cette directive impliquent d'établir un état des lieux de la ressource en eau, avant de mesurer le chemin à parcourir pour retrouver ou maintenir « le bon état » et de définir et les actions et programmes nécessaires pour y arriver.

Ce travail a déjà commencé. La direction régionale de l'environnement (DIREN) de Bourgogne, riche de ses trois bassins hydrographiques, et soucieuse de ne pas apparaître éclatée, publie un « Mémento de l'eau ». Cet ouvrage est constitué de fiches thématiques sur l'état de la ressource (qualité des cours d'eau selon différents paramètres, données piézométriques, etc), sur les enjeux liés à cette ressource (pressions et usages, risques naturels, navigation, etc.) et sur l'avancement des politiques (mise en œuvre de la directive nitrates, contrats de rivière, politique de prévention des risques, etc.)

« Mémento de l'eau en Bourgogne », déc. 2003, DIREN de Bourgogne, 6 rue Chancelier de l'Hospital, BP 1550, 21035 Dijon cedex, diren@bourgogne.environnement.gouv.fr

Maison de la consommation et de l'environnement

La maison de la consommation et de l'environnement (MCE) en Bretagne publie 2 brochures particulièrement intéressantes pour sensibiliser le grand public aux problèmes de pollution de l'eau : « Pour que l'eau vive » (8 p., format A5) présente les origines et conséquences sur la santé et l'environnement de différents polluants (nitrates, phosphates, pesticides, etc.) ainsi que les mesures à prendre pour limiter voire éviter ces pollutions.



« Avec ou sans phosphates ? On peut choisir ! » présente les raisons pour utiliser une lessive sans phosphates et propose un tableau récapitulatif par marques et présentation (poudre, liquide, tablettes, ...) les lessives contenant phosphates, phosphonates ou ni l'un ni l'autre.

Disponibles contre une enveloppe timbrée à MCE, 48, bd Magenta, 35000 Rennes, www.mce-info.org



Inondations et croissance démographique

17 % de la population de la région Languedoc Roussillon (hors Lozère) vit en zone inondable ! Il faut dire que cette région est celle qui connaît la croissance démographique la plus forte du pays : chaque année 18 000 personnes s'y installent. Malheureusement cette explosion démographique sans précédent a coïncidé avec trente années de "repos hydrologique", selon le géographe Freddy Vinet. Entre les crues du Gard de 1958 et les inondations meurtrières de Nîmes en 1988, aucun événement majeur n'est venu freiner, voire remettre en question, l'urbanisation de la région.

D'après Jacques Rouzier, chercheur au CNRS en économie régionale, entre 1982 et 1990 par exemple, les surfaces bâties ont augmenté de 61 % dans la région (contre 28 % en Ile de France sur la même période). Au fur et à mesure que s'estompait la mémoire des inondations et que s'accroissait la déprise agricole, les constructions en zones inondables se sont multipliées.

Résultat : **384 100 personnes sont désormais exposées au risque d'inondations dans la région**, soit 17 % de la population hors Lozère. Parmi elles, 321 000 vivent dans des zones dont le risque est jugé fort à très fort. (source : le midi libre, édition du 13 janvier 2004)

Vive la décroissance conviviale !

Les 26 et 27 septembre 2003 se tenait à Lyon un colloque sur la décroissance soutenable. Au moment où tout le monde court après la croissance, cela peut surprendre. Pourtant, dans les années 60, le Club de Rome lançait déjà un cri d'alarme : « Halte à la croissance ! ». Alors, croissance de 3 %, croissance 0, développement durable, décroissance ?

Imaginez un Robinson sur son île déserte. Quelle doit être la surface de cette île (terre, lagon et mer accessible compris) pour lui permettre de se nourrir, respirer, se vêtir, se loger, se chauffer, etc. mais aussi absorber ses déchets ? Cette surface correspond à son empreinte écologique. Si elle est supérieure à la taille de son île, notre Robinson risque de disparaître rapidement (à moins du passage d'un miraculeux navire).

Nous sommes tous des Robinsons sur notre île : la Terre. Actuellement, l'empreinte écologique d'un américain ou d'un européen se situe entre 2 et 3 planètes Terre. C'est-à-dire que nous utilisons plus de ressources que la Terre ne peut « régénérer », on pille notre capital (principalement les ressources énergétiques fossiles). Compte tenu de la croissance démographique, et si on applique le principe d'égalité (droit à la même consommation pour tous) au niveau

des voitures qui consomment moins, du papier recyclé, etc. Malheureusement toutes ces améliorations techniques au niveau de produits particuliers ne montrent pas d'effet positif au niveau global. L'exemple le plus frappant est peut-être le développement de l'informatique, censé au départ limiter la consommation de papier. Pourtant, on n'a jamais autant produit de rapport divers et variés, résultats de multiples impressions préalables pour obtenir « la perfection ».

L'effet rebond

L'effet rebond peut être résumé par cet exemple : *ma voiture consomme moins d'essence. Ce qui permet de faire des économies sur mon budget transport. Je peux alors parcourir plus de kilomètres ou m'offrir un voyage en Inde en avion.* L'effet positif de l'innovation est annulé par l'ensemble des consommations.

La décroissance conviviale

La décroissance c'est tout d'abord sortir du système infernal de la consommation, entretenu par la publicité : une véritable révolution des mentalités. C'est « débondir » : *je fais des économies car ma voiture consomme moins (si jamais je la garde ...), alors j'ai moins besoin de gagner de l'argent et donc de travailler. Je prends plus de temps pour jardiner, cuisiner, voir mes amis ...* La décroissance, c'est aussi relocaliser l'économie. Se fournir auprès des artisans et agriculteurs de notre région induit moins de transports de marchandises, moins de transports de personnes obligées de travailler ou de faire leurs courses dans les grands centres urbains, plus de contacts entre producteurs et consommateurs (obligeant à une certaine qualité), moins de standardisation des produits, etc.

Un retour en arrière ? Pourquoi pas si on fonce droit dans le mur ... (quoiqu'on ne retourne jamais complètement en arrière). Et une société dont 1 jeune sur 7 souffre de troubles mentaux et 1 sur 5 d'obésité ne va-t-elle pas dans le mur ?

Myriam Bissardon

(1) : d'après l'intervention de François Schneider (www.decroissance.org)



Irrigation manuelle au Niger

Malgré ce constat, les têtes pensantes de Bruxelles comptent bien s'attaquer aux 4 millions de petits paysans de l'Est pour leur appliquer la même saignée. Nous sommes-nous posé cette question : *ces petits pays qui pratiquent une agriculture presque biologique sont-ils en avance ou en retard sur notre agriculture raisonnée / industrielle ? Combien coûtent-ils actuellement au budget de l'Europe ?*

La faim installée dans les pays riches

Parallèlement, rien qu'en Europe des 15, l'asphyxie des économies rurales à laquelle les centrales d'achat ne sont pas étrangères⁹ a pour résultat un déséquilibre endémique du marché du travail avec 10 millions de personnes au chômage, dont certains ont rejoint les rangs des sous-alimentés (Une étude récente de la FAO dénombre 24 000 sous-alimentés à Toulouse¹⁰).

De 1860 à la canicule de 2003

Cent quarante trois ans séparent ces deux dates. En réduisant les 3,5 milliards d'années qui nous séparent des premières traces de vie sur la planète¹¹ à une échelle de un an plus facile à visualiser, les 143 ans représentent une fraction de la dernière seconde du dernier jour de décembre.

La canicule de cet été mesurée en valeur moyenne sur la planète représente une élévation voisine de 0,1 degré. Pourtant nous avons observé des mortalités de végétaux, des baisses importantes de rendement agricole. Des mortalités de salmonidés dans l'Ain par exemple dues à l'abaissement des nappes par les pompes (merci le maïs irrigué) et des rivières à sec en Franche-Comté, région pourtant réputée riche en eau.

Il est très probable que le réchauffement général, au

jour d'hui hélas incontestable, va générer autour des moyennes des pics climatiques de toute nature pour lesquels ni les végétaux, ni les animaux n'auront le temps de s'adapter sans préjudices conséquents.

Avec des pics climatiques extrêmes la première difficulté majeure à laquelle nous allons nous confronter dans les dix ou quinze prochaines années sera le déficit d'alimentation. Nos types de productions standardisées très consommatrices en eau apporteront des déceptions.

La modification des climats n'est pas une crise mais un cataclysme qui va percuter les organismes vivants et au premier chef, l'Homme. Avec les doutes qui se sont installés sur les dérives de notre civilisation basée sur la consommation, les chocs climatiques marqueront les esprits. La prise de conscience en gestation qui ne débouchait sur rien risque d'accoucher brutalement de changements profonds de nos systèmes de références. Nos changements de comportements bousculeront alors tous les fondamentaux de nos économies. En cinquante ans pensez-vous ? Non ! Avant 15 ans paraît plus probable...

Construire la Décroissance Soutenable

Les milieux ruraux et les domaines de l'agriculture doivent se préparer à accueillir le retour du balancier : un exode soudain des villes vers les campagnes. Il nous faut travailler les alternatives et les lieux où se construira, avec le moins de désagréments possible, la Décroissance Soutenable. En vivant dans les campagnes, sur les lieux de production de son alimentation, l'Homme, sans revenir en arrière (personne ne revient jamais en arrière), pourra vivre un retour à ses sources pas si lointaines, comprendre ses erreurs et découvrir une vie dont le but n'est pas simplement matérialiste, compatible avec une planète fragile.

Depuis 1980, année où j'ai acquis la certitude de la modification des climats, j'observe que les bouleversements vont toujours plus vite que ce que je m'efforçais d'imaginer avec ma modeste double culture de technicien et de fils de paysan.

Que ceux qui penseront que je suis fou ou seulement alarmiste puissent avoir raison.

Marc Goux

¹ Analyses de Jacques Berthelot INRA, professeur à l'ENSAT Toulouse - disponible sur demande à SVDV.

² id

³ Le blé importé est la calorie la moins chère en Afrique. Quand 30 % de la récolte vivrière suffisait, maintenant il leur faut parfois vendre 70 % de la récolte. Ainsi s'installe la faim chez ces paysans, indépendamment de toute catastrophe climatique. Conférence de François De Ravignan

Pour en savoir plus ...

Sites internet :

www.wwf.fr (à partir de renseignements sur votre alimentation, vos déplacements, votre habitation, calculez votre empreinte écologique)

www.decroissance.org (bêtisier du développement durable, textes des interventions du colloque de Lyon, etc.)

Revue :

« Silence » (9, rue Dumenge - 69317 Lyon cedex 04)

« L'écologiste » (25, rue de Fécamp - 75012 Paris) n°6 (hiver 2001) « défaire le développement, refaire le monde »

« Alternatives économiques », janv. 2004

Livres :

« La décroissance. Entropie - écologie - économie », de Nicholas Georgescu Roegen, éd. Sang de la terre

« Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse » recueil d'articles de différents auteurs, publié par la revue Silence (éd. Parangon)

16/10/03 Besançon " La faim dans le monde ".

⁴ Voir les analyses de Jacques Berthelot, ancien chercheur de l'INRA sur les effets pervers du découplage des primes ; disponibles sur demande au collectif.

⁵ Voir " l'impact de la nouvelle réforme de la PAC au sein de l'Union européenne et sur les pays en développement " p. 7/12 & 8/12, J berthelot 20/07/2003 sur demande au collectif.

^{5*} en effet le 31 décembre 2003 marquera la fin de la clause de paix de l'OMC, le Brésil se prépare déjà à dénoncer, devant l'office de règlement des différends de cette instance, l'illégalité de la plupart des aides agricoles européennes.

⁶ Scénario avancé par H De Boisgontier porte parole de la Confédération Paysanne en réunion de la plateforme nationale le

02 octobre 2003 à Paris.

⁷ Les cahiers de l'Environnement de l'INRA n° 23 Agriculture, terroirs, environnement dans les politiques européennes p. 73.

⁸ Les cahiers de l'Environnement de l'INRA n° 23 Agriculture, terroirs, environnement dans les politiques européennes p. 18.

⁹ On a vu lors de la table ronde de AlimenTerre à Besançon que sur 10 euros de kg de bœuf payé par le consommateur, 3,7 euros vont au producteur et 4 euros à la grande distribution.

¹⁰ " Partout la misère se cache toujours " François de Ravignan " La faim , pourquoi " Edition la Découverte.

¹¹ Mal de Terre Hubert Reeves édition du Seuil p. 36.

Evolution de la politique agricole commune

Depuis sa création, l'Europe soutient l'agriculture au travers de plusieurs mécanismes :

- des primes à l'hectare (beaucoup plus importantes pour le maïs par exemple que pour les prairies laissées en herbe),
- un soutien aux prix de vente (céréales, lait, viande, etc.) qui amène sur le marché mondial des produits vendus sous leur coût de production et concurrencent les agricultures vivrières du sud,
- et depuis 1992, quelques aides (minimes par rapport aux précédentes) pour encourager les pratiques respectueuses de l'environnement (MAE : mesures agri-environnementales, CTE : contrat territorial d'exploitation et maintenant CAD : contrat agriculture durable) : appui au maintien de bandes enherbées en bord de rivière, appui pour une fauche plus tardive, etc.

La réforme du 26 juin 2003 inverse la tendance en privilégiant les aides découplées de la production.

Les primes à l'hectare ne seront plus fonction de la culture pratiquée mais seront basées sur les primes reçues en 2000/2002, et attribuées sous réserve de pratiques respectueuses de l'environnement (modalités d'application à définir dans chaque pays). Le soutien aux prix baissera.

Le but principal et inavoué de cette " réforme à mi-parcours " est de créer les conditions pour que les prix des produits agricoles européens chutent pour se situer le plus rapidement et le plus près possible des cours mondiaux. Ceci dans un double but:

- satisfaire les industriels du secteur agroalimentaire

qui veulent développer leur business sur tous les continents et qui ne supportent pas l'idée de payer plus cher leurs matières premières que leurs concurrents mondiaux ;

- supprimer à terme les aides à l'agriculture impossibles à pérenniser dans une Europe à 25 .

Enfin l'objectif était de parachever le travail en abaissant les barrières douanières à Cancun, là également dans un double but:

- mettre en concurrence les produits de base européens avec ceux de l'Amérique latine ;
- permettre aux industries agroalimentaires européennes d'importer des matières premières à très bas prix pour les revendre en produits transformés à haute valeur ajoutée.

Et pour faire avaler cette couleuvre au monde politique et aux syndicats agricoles, deux outils ont été utilisés :

- les pseudos mesures agro-environnementales dites propositions Fischler qui ont imparfaitement joué leur rôle de coin dans les organisations de défense de l'environnement mais bien servi d'excuses aux gouvernements européens face à leurs opinions publiques ;
- le fameux " découplage des primes " qui est en fait le futur outil de suppression des primes et surtout de grande purge des petites exploitations familiales si les cours mondiaux se généralisent. Cette agriculture paysanne qui résiste, veut produire de la qualité à des prix tenant compte des coûts de production locaux, non pas alignés sur les prix de

Le beaujolais produit plus d'eau polluée que de vin !

Cocktail d'herbicides et de fongicides, soufre utilisé comme accélérateur de fermentation, rejets de polluants dans les eaux : l'association écologiste Robin des Bois a dénoncé la face cachée du Beaujolais nouveau.

Selon l'association, les rivières traversant le vignoble, l'Ardières, l'Azergues, la Vauxonne, la Mauvaise, le Maverand, le Nizerand "sont sinistrées par les pesticides". "Les concentrations en pesticides mesurées à

Lucernay classent l'Azergues et la Saône parmi les rivières ne pouvant plus satisfaire la production d'eau potable, même avec filtration". La période des vendanges multiplie les consommations d'eau et les rejets d'eau usées "par 3 à 5", indique Robin des Bois. Les stations d'épuration collectives, "sous-dimensionnées pour ces apports soudains et massifs, n'assurent alors plus aucun traitement". (source : AFP)

OGM et pesticides, la grande arnaque...

Un des grands arguments des concepteurs et marchands de semences OGM est celui qu'elles feraient faire des économies en intrants dans les cultures, tels que insecticides et herbicides. Et pourtant, ainsi que le titre La Recherche (numéro 369 novembre 2003, p. 48-50, article de P. Philippon), "il y a loin du laboratoire au champ !".

L'article cité fait un bilan de différentes études sur la question. Il en ressort que de multiples études, vagues, floues, non étayées de chiffres démontreraient une réduction des quantités d'intrants dans les cultures d'OGM : on hésite sur l'interprétation à donner à l'existence de telles études. Par contre, une étude chiffrée effectuée aux USA a montré une économie de 6,2 % de traitements herbicides en 1997-1998 entre des cultures OGM et des cultures traditionnelles. Valeur que les auteurs considèrent comme non significative, du fait de différents biais techniques (doses, etc.), des aléas climatiques. En prenant en compte ces différents paramètres, la diminution de matière active répandue (1 100 tonnes) ne serait pas du tout significative et

bien loin des standards publicitaires affichés.

Pourquoi si peu d'effets en terme de régression de la consommation de molécules dangereuses pour les sols et les êtres vivants, quel qu'ils soient et espèce humaine comprise ? Il semble en fait que les agriculteurs OGM n'utilisent des semences OGM que pour la plus souple gestion des épandages permise, mais absolument pas dans l'optique de réduire la quantité d'intrants. Rien donc d'étonnant au maintien de la situation.

Par contre, les OGM résistants à la molécule de glyphosate (le Round-Up, marque déposée) expliquent un développement de l'usage de ce produit, avec des effets nocifs que l'on démontrera bien sûr quand le marché sera prêt pour une molécule de substitution dont on démontrera les effets dans 50 ans, etc. etc. L'important est bien de vendre, que ce soit des semences OGM, ou des intrants, le PIB et la croissance ne devant souffrir aucune résistance, ni discussion, même si la santé humaine est en jeu !

Gilles Sené

Rivière eutrophisée cet été à Corcelle Ferrières (25)



La perle de la canicule

« Heureusement que la station d'épuration de Bourg-en-Bresse est là pour assurer le débit d'étiage de la Reyssouze ! » Déclaration faite par un représentant de l'Etat cet été.

On a beaucoup parlé de rivières presque à sec. N'oublions pas que la quantité d'eau n'est qu'un aspect. Les faibles débits constatés ont surtout accentué les problèmes de qualité de l'eau. Une rivière vivante même avec peu d'eau, mais de qualité, offre des abris pour la faune. Une rivière « égoût » aura beaucoup plus de difficultés.